



Distri.  
LIMITÉE  
E/CN.14/PSD.1/14  
24 décembre 1979  
FRANCAIS  
Original: ANGLAIS

**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Première session de la Conférence commune des  
planificateurs, des statisticiens et des  
démographes africains  
Addis-Abéba, 24 mars - 2 avril 1980

RAPPORT INTERIMAIRE SUR LE  
PROGRAMME DE FORMATION STATISTIQUE POUR L'AFRIQUE (PFSa)

Table des matières

	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION .....	1 - 7
ORGANISATION DU PROGRAMME .....	8 - 16
IDENTIFICATION DES BESOINS ET NEGOCIATIONS PRELIMINAIRES AVEC LES DONATEURS .....	17 - 29
ELABORATION DES PROGRAMMES DES COURS .....	30 - 33
ENQUETES CONJUGUES .....	34 - 35
REUNION DES DIRECTEURS DES CENTRES DU PFSa ET MESURES CONSECUTIVES .....	36 - 37
CONCLUSION .....	38

Introduction

1. A la suite de l'adoption du Programme de formation statistique pour l'Afrique lors de la dixième session de la Conférence des statisticiens africains tenue en octobre 1977 et de son approbation par le Comité exécutif de la CEA à Khartoum en mai 1978, le secrétariat a pris un certain nombre de mesures en vue de l'exécution du programme.
2. La première mesure consistait à organiser le programme et à mettre en place un mécanisme régional de coopération afin d'assurer la réalisation des objectifs de ce programme.
3. La deuxième mesure consistait à identifier les besoins des différents centres de formation participant au programme, surtout en ce qui concerne les problèmes les plus urgents auxquels ils sont confrontés. Par la suite, on a entrepris des négociations préliminaires avec les organismes donateurs, en particulier sur la question des bourses d'étude.

4. Les activités concernant l'élaboration des programmes des cours sont importantes et bien qu'il n'y ait pas eu suffisamment de temps à leur consacrer au cours de la première année, le secrétariat s'est penché sur le programme de travail futur dans ce domaine.
5. Les travaux concernant la diffusion des informations sur les activités de formation statistique et les enquêtes connexes ont été effectués activement.
6. Enfin, la première réunion des directeurs des centres participant au PFSA s'est tenue à Addis-Abéba du 22 au 26 octobre 1979.
7. Le présent document fournira un bref compte rendu sur ces différentes questions.

#### Organisation du Programme

8. A la suite de la réunion du Groupe de travail sur les besoins de formation statistique en Afrique qui a eu lieu à Munich en août 1977, le secrétariat a entrepris l'établissement de la version définitive du document du programme, avec l'aide du Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies. Ce document relatif au programme a ensuite été présenté à la dixième session de la Conférence des statisticiens africains et à la réunion du Comité exécutif de la CEA.
9. Une répartition provisoire des étudiants par pays et par centre a été mise au point pour la période de dix ans allant de 1978 à 1987. Cette répartition a été examinée lors de la Conférence des statisticiens africains et elle a été envoyée aux Etats membres pour qu'ils fassent leurs observations. Un certain nombre de pays ont fait des suggestions dont il a été tenu compte lors de la révision des différents tableaux qui constituent un cadre pour l'organisation du programme.
10. Les besoins spécifiques, qui apparaissent clairement à la suite de l'opération d'évaluation de la formation et qui ont été approuvés par la Conférence des statisticiens africains à sa dixième session sont les suivants :
  - i) les pays lusophones qui sont devenus indépendants récemment ont besoin d'une assistance spéciale et il faudra probablement élaborer un projet distinct en raison de leurs problèmes particuliers;
  - ii) le groupe des pays francophones a besoin d'un nouveau cours du niveau "ingénieur statisticien-économiste" afin de compléter les activités actuelles du CESD à Paris et du Centre de Rabat. Le nouveau cours devrait être inauguré dans l'un des centres existants;
  - iii) le nouveau centre francophone de Kigali devrait inaugurer dès que possible un cours du niveau moyen;
  - iv) l'Institut de Kampala est le projet le plus difficile à réaliser dans le cadre du programme. Il doit être établi sur une base effectivement régionale si l'on veut satisfaire les conditions professionnelles requises par les pays anglophones. L'Institut est actuellement confronté à un problème particulier dû à la réorganisation du programme mis en oeuvre par l'Organisation des Nations Unies en Ouganda;

- v) Le Nigéria, qui est le plus grand pays de la région, a de ce fait des besoins importants. Le pays s'efforcera de couvrir lui-même ses frais de formation, mais il aura besoin de l'assistance d'experts. Il devrait également envisager un échange d'étudiants avec d'autres pays africains afin de ne pas rester isolé;
- vi) L'expansion des installations offertes par l'Université du Ghana est envisagée comme un moyen efficace pour supprimer les déficiences de la formation professionnelle dans le groupe des pays anglophones. Si les autorités ghanéennes acceptent cette idée, un nouveau projet devra être négocié;
- vii) Le Centre anglophone de Dar es-Salaam (EASTC), qui offre des cours de formation aux niveaux intermédiaire et moyen, devrait accroître le plus rapidement possible sa capacité afin de satisfaire la demande croissante dans la sous-région de l'Afrique de l'Est.

On accorde à ces besoins spécifiques une attention particulière dans le Programme de formation statistique pour l'Afrique.

11. Chaque gouvernement de la région, que ce soit d'un pays utilisateur ou d'un pays hôte, a été consulté au sujet de ses engagements vis-à-vis du programme. Les réponses des pays utilisateurs démontrent leur intérêt pour l'utilisation des centres du PFSA et leur volonté de participer au financement du programme en prenant à leur charge la partie frais de scolarité des bourses pour leurs étudiants. Il convient de faire observer que ces bourses peuvent être financées grâce à des sources nationales ou autres. Les pays hôtes ont réaffirmé le caractère régional de leurs centres respectifs, qui sont ouverts aux autres pays africains. Ils continueront à prendre à leur charge les dépenses courantes de fonctionnement de leur centre.

12. Un document de projet intitulé "Appui opérationnel en vue de l'amélioration et de l'expansion du Programme de formation statistique pour l'Afrique" a été établi conformément aux orientations déterminées par la Conférence des statisticiens africains et le Comité exécutif de la CEA et il a été soumis au PNUD. Le document de projet, qui portait sur la période 1978-1979, prévoyait un poste de conseiller en chef et un poste de conseiller dans le domaine de la formation statistique, deux postes d'enseignants pour l'Institut de Makerere qui a un besoin urgent d'assistance, le financement de la réunion des Directeurs des Centres de formation statistique ainsi que divers éléments. L'approbation du PNUD a été reçue en juillet 1978.

13. Le processus de recrutement des deux conseillers dans le domaine de la formation statistique avait déjà été entrepris avant de recevoir l'approbation du PNUD mais il a fallu attendre octobre 1978 pour que l'un de ces postes (conseiller dans le domaine de la formation statistique) puisse être pourvu et l'autre personne recrutée, le conseiller en chef dans le domaine de la formation statistique, n'est arrivée qu'en mai 1979. Entre-temps, la Division de la statistique de la CEA avait affecté l'un de ces fonctionnaires en tant qu'administrateur du projet, à temps partiel, en plus du chef et du chef adjoint de la Division qui assurent la supervision générale du programme.

14. Les deux enseignants prévus pour l'Institut de Makerere occupaient déjà leurs postes étant donné que les arrangements avaient pour objet de reprendre le financement assuré jusqu'alors par le CIP du PNUD pour ce pays, financement qui a été réduit progressivement à partir de juin 1978. Cependant les deux enseignants ont quitté l'Ouganda en juillet 1979 à la suite de la réorganisation du programme mis en oeuvre par l'ONU dans le pays, comme cela a été déjà indiqué. On était en train de considérer le recrutement de consultants pour combler les lacunes à l'Institut au moment de l'établissement du présent rapport.

15. Il convient de noter que ce projet portait uniquement sur une période initiale de deux ans car on espérait que le financement serait ensuite pris en charge par le budget ordinaire de la CEA en tenant compte du fait que les activités pertinentes seraient exécutées d'une manière permanente. Mais en raison des difficultés financières rencontrées par le budget ordinaire, cette proposition ne s'est pas matérialisée. C'est pourquoi le projet a dû être prolongé et il porte maintenant sur la période allant de 1978 à 1981. Il a été révisé en même temps étant donné que le PNUD était disposé à fournir une assistance aux centres de formation statistique par l'intermédiaire du mécanisme régional. Outre les points déjà mentionnés, on a prévu d'engager, à partir de 1980, des consultants à court terme qui seront mis à la disposition des différents centres pour donner des cours sur certains sujets hautement spécialisés, y compris de nouveaux domaines statistiques tels que les enquêtes sur les ménages, les statistiques de l'énergie et les statistiques de l'environnement. On a déjà envoyé, sous cette rubrique, deux consultants à l'Institut de Yaoundé (ISPBA) pour donner des cours sur la comptabilité nationale (étude de cas) et les techniques de sondage respectivement.

16. Il y a également des dispositions en vue de la formation des formateurs étant donné qu'il s'agit d'un moyen important permettant d'assurer l'autonomie des centres participant au programme. Il convient de faire observer que cette disposition ne peut pas servir à octroyer des bourses d'étude car celles-ci doivent être financées grâce aux CIP attribués au pays par le PNUD et à d'autres sources.

#### Identification des besoins et négociations préliminaires avec les donateurs

17. Des missions ont été envoyées à Dar es-Salaam, Gaborone, Kigali, Yaoundé, Accra et Abidjan afin d'évaluer les besoins des différents centres de formation participant au programme et d'aider à la formulation de documents de projet, qui seront ensuite soumis aux organismes donateurs.

18. Le secrétariat a également eu l'occasion fournie par différentes réunions relatives aux activités de formation statistique pour examiner les problèmes pertinents. Ces réunions ont été notamment les suivantes :

- la réunion des Directeurs des Centres de formation statistique francophones (le CESD à Paris, l'ISPBA à Yaoundé, l'IANCEA à Kigali, l'ESA à Abidjan, l'ENEA à Dakar et l'ITRPA à Alger) qui a eu lieu à Paris en juin 1978.
- la réunion des Directeurs des instituts internationaux de formation statistique tenue à Rabat en mai 1979;
- la réunion du Conseil consultatif du Centre de Dar es-Salaam qui a eu lieu à Mombassa en avril 1978, à Nairobi en février et juin 1979 et en janvier 1980;
- le Conseil consultatif de l'Institut de Makerere qui s'est réuni à Mombassa en avril 1978 et à Nairobi en juillet 1979.

19. D'après les délibérations qui ont déjà eu lieu, il semble que la question des bourses d'étude disponibles constitue actuellement l'un des problèmes les plus urgents. Cette question est très importante étant donné que la plupart des centres participant au programme devront accroître le nombre d'étudiants qu'ils absorbent afin de satisfaire les besoins nationaux des pays de la région, alors que certains de ces centres sont actuellement sous-utilisés.
20. Un autre sujet de préoccupations, surtout dans un ou deux centres, concerne le nombre d'enseignants et de consultants à court terme disponibles. Une autre question relative à ce problème est la nécessité de former du personnel enseignant de contrepartie, qui pourra remplacer l'assistance extérieure.
21. Certains centres ont inscrit dans leur programme d'expansion la construction de nouvelles installations.
22. Des négociations préliminaires avec les organismes donateurs ont eu lieu sur la base des besoins ainsi identifiés. Les résultats ont été encourageants et viennent confirmer que les organismes en question seraient disposés à appuyer le développement et l'expansion de chaque centre de formation participant au programme.
23. La Communauté économique européenne (CEE) offre des bourses aux étudiants des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP) dans le cadre de la Convention de Lomé. Les candidatures doivent être soumises par chacun des pays concernés.
24. Le Secrétariat du Commonwealth, par l'intermédiaire de son Fonds pour la coopération technique, est prêt à examiner les demandes de bourses présentées par les Gouvernements membres du Commonwealth. Des dispositions provisoires ont été prises avec le Fonds afin de mettre en place un plan de bourses de perfectionnement en vue d'une formation au Centre de Dar es-Salaam et à l'Institut de Makerere. Les résultats semblent être satisfaisants et ces dispositions pourraient être étendues progressivement en vue d'une formation dans d'autres centres. Il serait également très utile que les autres organismes donateurs fournissent à l'avance chaque année des indications officielles quant au nombre de bourses qu'ils pourraient offrir en vue d'une formation dans chacun des centres participant au programme.
25. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) finance déjà l'élément régional du Programme de formation statistique pour l'Afrique et il est disposé à examiner des demandes de bourses dans le cadre du chiffre indicatif de planification (CIP) attribué par le PNUD à chaque pays.
26. Des donateurs bilatéraux, tels que le Ministère de l'administration du développement, Royaume-Uni, le Ministère de la coopération et l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), France, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Programme d'aide des Etats-Unis et le Gouvernement suédois, ont également manifesté leur intérêt pour le programme. Les demandes de bourses peuvent leur être adressées en utilisant leurs procédures normales.
27. Comme il a déjà été indiqué dans le paragraphe 14, des mesures d'urgence ont été prises afin de résoudre les problèmes posés par le financement des postes enseignants à l'Institut de Makerere. Des négociations préliminaires se sont également déroulées

avec succès avec le Secrétariat du Commonwealth, qui finance un poste d'enseignant pour cet Institut et est disposé à examiner une demande de financement pour un autre poste. Des efforts seront également consacrés aux problèmes urgents rencontrés par d'autres centres en ce qui concerne le nombre d'enseignants disponibles en tenant compte des besoins prioritaires de ces centres.

28. Il a déjà été indiqué que des dispositions avaient été prises pour la formation des formateurs dans l'élément régional du programme. On espère également obtenir à ce sujet une assistance d'autres sources.

29. Il convient de noter que les activités au cours de la première année ont été de nature exploratoire et avaient pour objet de définir une approche coordonnée envers la solution de certains problèmes tels que les bourses d'étude. On a rencontré certaines difficultés comme, par exemple, le temps très long qu'il a fallu pour rédiger des documents de projet satisfaisants pour les centres et le problème des relations entre les procédures d'octroi de bourses des donateurs et les arrangements de sélection de candidats des centres.

#### Elaboration des programmes des cours

30. Le plan de travail relatif à l'élaboration des programmes des cours comprend les éléments suivants :

- aider les pays membres à entreprendre une formation au niveau moyen, en mettant au point la matière des cours et en fournissant une assistance à court terme pour l'enseignement;
- aider à l'amélioration et à l'expansion des centres qui offrent des programmes de formation au niveau supérieur;
- aider à l'adoption de dispositions spéciales pour les pays lusophones;
- promouvoir l'expansion des moyens de formation supérieure spécialisée;
- promouvoir l'organisation de cours et de séminaires de brève durée pour les statisticiens en cours d'emploi;
- aider à l'élaboration des programmes des différents cours.

31. Le secrétariat a entrepris de rassembler les données nécessaires à un examen détaillé de la mise en oeuvre de ce plan de travail. Les programmes des cours d'un petit nombre de centres n'ont pas encore été reçus et on espère que les mesures nécessaires seront prises dès que possible par les centres en question.

32. Une réunion officieuse s'est tenue avec les représentants des pays lusophones, tout de suite après la Conférence des statisticiens africains en octobre 1977, afin d'examiner les dispositions qui pourraient être prises pour satisfaire les besoins de ce groupe. Une mission a également été effectuée en Angola et au Mozambique par un conseiller régional, dans le cadre d'une mission plus large, afin de poursuivre l'examen de cette question.

33. Le secrétariat a participé en septembre 1978, en collaboration avec l'Institut des statisticiens du Royaume-Uni, à la révision des programmes de cours des niveaux moyen et intermédiaire offerts par le Centre de Dar es-Salaam. Il a en outre pris

part, en janvier 1980, à l'examen des programmes de cours du Département de statistique, Université nationale du Lesotho, avec un professeur de l'Université de Sheffield, Royaume Uni. La CEA aiderait également avec plaisir d'autres centres à effectuer de telles opérations.

#### Enquêtes connexes

34. On a effectué une enquête auprès des centres participant au programme au sujet du personnel enseignant disponible, des programmes d'enseignement, des conditions d'admission, des règlements et des conditions générales qui s'appliquent à la participation aux cours, des frais de scolarité, des procédures de candidature et des examens d'entrée, des conditions de vie pour les étudiants étrangers et d'autres informations pertinentes. Les résultats ont été publiés dans un document intitulé "Répertoire des centres de formation statistique".

35. Par ailleurs, il a été décidé de publier périodiquement un bulletin d'information ayant pour titre "Echos du PFSA" donnant des informations pratiques sur le programme. On espère que ce bulletin intéresserait tous les centres participant au programme ainsi que les pays utilisateurs et les organismes donateurs. Le premier numéro a été déjà publié.

#### Réunion des Directeurs des centres du PFSA et mesures consécutives

36. Comme cela a été déjà indiqué, cette réunion s'est tenue à Addis-Abéba du 22 au 26 octobre 1979. La réunion a procédé à l'examen des progrès du PFSA et a discuté des problèmes rencontrés par le programme ainsi que les solutions à y apporter. Les questions relatives à la disponibilité de bourses pour les étudiants, à la fourniture de personnel enseignant, y compris la formation des formateurs, et à l'expansion des installations là où c'est nécessaire, ont reçu une attention particulière et les directeurs des centres du PFSA ont formulé une recommandation spécifique dont le texte figure en annexe I du rapport de la réunion. L'assistance spéciale pour les pays lusophones constituait également une autre question d'intérêt. Le rapport de la réunion a été distribué à la Conférence sous la référence (E/CN.14/PSD.1/15).

37. Le secrétariat a déjà pris certaines mesures consécutives à la réunion. Des discussions ont eu lieu avec le secrétariat des ACP à Bruxelles sur les voies et moyens pour la mise en exécution de la recommandation mentionnée ci-dessus. On a en outre mis au point, avec le CESD, (Paris), des arrangements pour la formation de formateurs. Enfin, la possibilité de l'organisation à l'Institut de Yaoundé d'un séminaire de six semaines sous les auspices conjoints du Centre de Munich pour le recyclage des statisticiens économistes des pays en voie de développement et de la CEA a été discutée.

#### Conclusion

38. La Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes est invitée à examiner les progrès accomplis par le PFSA à la lumière du bref résumé qui vient d'être présenté et du rapport de la réunion des directeurs des centres participants. On espère que la Conférence fasse siennes les conclusions de cette réunion ainsi que la recommandation pertinente. En faisant cela, la Conférence commune pourrait souhaiter mettre davantage l'accent sur l'importance de certaines questions spécifiques.